



Conseil économique et social

Distr. générale
3 janvier 2015
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-neuvième session

9-20 mars 2015

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la session extraordinaire
de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes
en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement
et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration soumise par Educational Foundation for African Women, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La présente déclaration n'a pas fait l'objet d'une relecture sur le fond par les services d'édition.



Déclaration

L'Educational Foundation for African Women se consacre en premier lieu à l'éducation des fillettes en Afrique. Cette organisation non gouvernementale s'est également fixé, entre autres objectifs, la lutte contre la violence à l'égard des filles et des femmes. L'Educational Foundation for African Women a grandement contribué à l'éducation des fillettes dans plusieurs régions d'Afrique et a réclamé des mesures disciplinaires sévères pour lutter contre la violence, notamment la violence conjugale, qui touche plus souvent les fillettes.

La formulation de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing constitue une référence importante dans la quête mondiale pour une société respectueuse de l'équilibre entre les sexes, axée sur le développement et sans rancœur. Ce document vital aborde pratiquement tous les domaines importants en tenant compte des aspects sexospécifiques des activités et des relations. Vingt années se sont écoulées depuis qu'il a été décidé de créer une société idéale où égalité des sexes, liberté et harmonie constituent les piliers du développement durable. Si les résultats sont très impressionnants dans certains domaines, dans plusieurs autres, ils restent en-deçà des attentes.

L'Educational Foundation for African Women est heureuse d'annoncer que, pendant la période examinée, le nombre de filles inscrites dans les écoles a considérablement augmenté en Afrique. Cette augmentation varie cependant en fonction des régions. Au Nigeria, par exemple, si dans les écoles des États du sud le nombre de filles inscrites a augmenté de plus de 80 %, dans les États du nord, il n'atteint parfois que 20 %. Mais ce qui est problématique, c'est le taux de rétention. Bon nombre de ces filles ne terminent pas leurs études secondaires. Elles abandonnent pour plusieurs raisons :

- La pauvreté;
- L'insécurité;
- Les grossesses précoces;
- Les mariages précoces et les pratiques culturelles/religieuses dangereuses.

La pauvreté

En Afrique, plus souvent qu'autrement, plus de 60 % de la population vit dans la pauvreté absolue. Même dans les pays qui ont récemment progressé sur le plan économique, les ressources sont réparties de façon tellement inégale que la famille moyenne n'en bénéficie pas. Si, au sein de la société, certaines personnes peuvent envoyer leur progéniture (garçons et filles) étudier à l'étranger, la grande majorité n'a pas les revenus nécessaires pour envoyer ses enfants à l'école élémentaire publique. C'est un fait avéré qu'en Afrique, lorsque les ressources sont limitées, la famille type exige que les filles laissent la place à leurs frères pour qu'ils puissent poursuivre leurs études.

L'insécurité

Dans les pays ravagés par les guerres et les conflits, la fillette est généralement la plus touchée. Elle est kidnappée, violée ou tuée par de violents « rebelles », « combattants de la liberté » ou « fondamentalistes religieux », peu importe le nom

qu'on utilise pour les identifier. L'enlèvement de plus de deux cents écolières à Chibok, dans l'État de Bornu, au Nigeria, en avril 2014, constitue probablement la violation la plus horrible et de la plus grande ampleur du droit de la fillette à l'éducation. Dans cette triste affaire, qui est à l'origine de la campagne #BRINGBACKOURGIRLS, les responsables ont été mondialement condamnés.

Les grossesses précoces

De plus en plus d'adolescentes tombent enceinte et abandonnent l'école. Certaines d'entre elles sont victimes de viol tandis que d'autres sont la proie de nouveaux gangsters sans vergogne qui les incitent à tomber enceinte, leur promettant de racheter leur bébé à prix fort. Ces dernières sont généralement issues de familles éprouvées par la pauvreté. Ceci a donné lieu à un nouveau type de trafic, la traite des nouveau-nés. Certains immeubles sont utilisés clandestinement pour héberger des adolescentes enceintes jusqu'à ce qu'elles accouchent et que leur bébé leur soit retiré pour être vendu. Nos recherches montrent que certains bébés se retrouvent entre les mains de personnes accomplissant des crimes rituels. Les établissements clandestins où sont hébergées les filles enceintes s'appellent des "usines à bébé". Il en existe plusieurs au Nigéria et peut-être même dans les pays voisins.

Les mariages précoces et les pratiques culturelles/religieuses dangereuses

Partout en Afrique, le mariage précoce des filles constitue une menace grave mettant un terme à l'éducation et à l'épanouissement de ces filles et féminisant la pauvreté. Cette pratique est souvent liée aux traditions religieuses et culturelles. Certains affirment qu'il est important que les filles se marient le plus tôt possible « avant qu'elles ne soient corrompues ». Ils invoquent des raisons similaires pour justifier les mutilations génitales féminines. Ils prétendent que cela évite aux filles de sombrer dans la promiscuité. Dans de nombreux autres cas, c'est la pauvreté qui est en cause, car les parents souhaitent se débarrasser au plus vite d'une bouche à nourrir et, en les mariant, ils récupèrent des ressources grâce à la dot.

La violence à l'égard des femmes et des filles

Comme nous l'avons mentionné plus haut, la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles fait également partie de nos domaines de travail. Il est regrettable que cette violence soit en hausse. En fait, elle s'est radicalisée. Aux coups viennent s'ajouter d'autres actes terribles. Les petites amies ou les femmes sont aspergées d'acide en signe de mécontentement. Aujourd'hui, le viol n'est plus seulement une arme de guerre mais une « banale » démonstration de la bestialité. Des fillettes âgées d'à peine trois à cinq ans sont violées par des hommes qui sont censés les éduquer, les reconforter et les protéger.

La situation est telle dans de nombreux pays africains que ces crimes restent largement impunis. La plupart de ces pays ont signé ou ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, mais ne l'ont malheureusement pas incorporée dans leur droit interne. Pour les locaux, le viol, les coups et blessures portés aux épouses, etc. sont des questions qui relèvent du domaine 'domestique' et qui n'exigent pas une attention particulière de la part des organismes chargés de la sécurité, si tant soit est qu'ils existent. Heureusement,

plusieurs organisations non gouvernementales sont intervenues pour attirer l'attention sur les injustices et les violations des droits des femmes, même si elles ne sont pas parvenues à faire condamner les coupables.

Recommandations

L'Educational Foundation for African Women formule les recommandations suivantes à la Commission de la condition de la femme et aux gouvernements :

- La sécurité des écoles doit constituer une priorité à l'échelle mondiale, mais notamment en Afrique. La sécurité des écoles doit être garantie. On a appris que l'école dans laquelle les filles de Chibok avaient été enlevées n'était pas clôturée. Il faut s'efforcer de « garnisonner » les écoles, notamment les écoles de filles. Des mesures devraient également être mises en place pour garantir la sécurité des enseignants. Le gouvernement fédéral, celui de l'État et les conseils gouvernementaux locaux devraient s'engager pleinement/activement dans ces processus. Une aide internationale renforcerait considérablement les efforts nationaux;
- De larges campagnes de sensibilisation devraient être organisées dans plusieurs pays, notamment dans les pays en développement, sur la santé reproductive des filles et des femmes et sur les conséquences résultant de l'ignorance ou de la négligence de cet aspect crucial de nos vies. Il est nécessaire de sensibiliser davantage le public, notamment en Afrique, aux questions de santé reproductive afin de réduire le nombre croissant de grossesses précoces dans les écoles secondaires. Le malaise des 'usines à bébés' doit non seulement être condamné mais également réprimé. Je suis très heureuse d'annoncer qu'en novembre 2013, nous avons mené une vaste campagne pour lutter contre la vente des bébés et la pornographie infantile à Aba, dans l'État d'Abia, au sud-est du Nigeria. La campagne reposait sur la diffusion de comptines en Igbo, la langue locale, et en anglais, ainsi que l'organisation de rassemblements et de conférences. Le résultat a été positif car, peu de temps après, le gouvernement de l'État d'Abia a démoli, à Aba, un grand hôpital privé qui aurait été utilisé comme « usine à bébé »;
- Accélérer l'incorporation de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dans le droit interne de tous les pays qui ont, à ce stade, signé ou ratifié cette dernière. Bien souvent, les gouvernements signent ou ratifient les conventions et les traités onusiens, mais ces derniers n'existent que sur le papier et ne sont que rarement mis en œuvre ou incorporés dans le droit interne. Cette situation doit changer si l'on veut progresser et atteindre les objectifs fixés;
- Des efforts constants/persistants doivent être réalisés pour stimuler leurs économies et garantir dans une large mesure une répartition relativement équitable des ressources, de façon à réduire substantiellement le niveau de pauvreté car c'est à cause de cette pauvreté que de nombreuses filles sont déscolarisées;
- Des efforts doivent être réalisés pour empêcher le mariage précoce des fillettes dans leurs pays, car cette pratique maintient les filles et les femmes sous le joug perpétuel de l'ignorance et de la pauvreté.